



NATIONS UNIES
 ASSEMBLEE
 GENERALE



Distr.
 GENERALE
 A/5080/Add.9
 27 avril 1962
 FRANCAIS
 ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-septième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES : RESUMES DES
 RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73
 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Rapport du Secrétaire général

TERRITOIRES DES CARAIBES ET DE L'ATLANTIQUE OUEST

Dominique et Saint-Christophe-Nièves-Anguilla

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Avant-Propos	3
Dominique	4
Saint-Christophe-Nièves-Anguilla	15

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)	Pas de renseignements
Tiret (-)	Importance nulle ou négligeable
Barre oblique (1959/1960)	Campagne agricole ou exercice financier
Trait d'union (1959-1960)	Moyenne annuelle

ABREVIATIONS

FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OMS	Organisation mondiale de la santé
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Avant-propos

Conformément à la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1948, le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale pour sa dix-septième session^{1/}, un résumé détaillé des renseignements communiqués sur les territoires non autonomes énumérés ci-après pour l'année 1960.

Ce résumé se fonde sur des renseignements communiqués au Secrétaire général par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord conformément aux dispositions de l'article 73, alinéa e, de la Charte des Nations Unies. Le dernier volume de résumés complets a été incorporé au rapport décennal sur les progrès réalisés (1947-1957)^{2/}.

Les renseignements pour l'année 1960^{3/} ont été communiqués au Secrétaire général par la mission du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies aux dates suivantes :

<u>Territoire</u>	<u>Date de communication</u>
Dominique	29 janvier 1962
Saint-Christophe-Nièves-Anguilla	2 mars 1962

1/ Conformément à la résolution 1700 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1961, ces renseignements sont également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

2/ Nations Unies : Progrès réalisés par les territoires non autonomes en application de la Charte (No de vente : 60.VI.B.1, vol. 5).

3/ Des renseignements statistiques complémentaires pour les années 1958 et 1959 figurent pour 1958 dans le document A/4365 et pour 1959 dans le document A/4756.

DOMINIQUE

SUPERFICIE ET POPULATION

La Dominique a une superficie de 790 kilomètres carrés. La population totale au dernier recensement, lequel a eu lieu le 7 avril 1960, atteignait 59 916 habitants.

Statistiques de l'état civil

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Taux de natalité pour mille habitants.	42,1	42,0	47,0
Taux de mortalité infantile pour mille naissances vivantes.	110,9	103,2	107,3
Taux de mortalité pour mille habitants.	14,3	12,5	15,4

GOUVERNEMENT

Fonction publique

Les moyens de formation locale à la fonction publique sont limités à un programme de formation en cours d'emploi organisé pour les débutants par les services administratifs. En 1960, 34 employés de la fonction publique suivaient des cours de formation à l'étranger; ils se spécialisaient dans des domaines tels que la soudure, la plomberie, l'agriculture, le journalisme, la comptabilité et l'enseignement. Le Centre de protection maternelle et infantile a organisé un programme de formation complémentaire à l'intention des infirmières et des sages-femmes. En 1959, 106 étudiants originaires du territoire suivaient des cours universitaires à l'étranger.

Répartition du personnel de la fonction publique
 (décembre 1960)

<u>Affectation</u>	<u>Fonctionnaires d'outre-mer</u>	<u>Recrues locales</u>
Administration	-	9
Agriculture	-	3
Vérification des comptes	-	1
Douanes	-	1
Enseignement	-	2

Répartition du personnel de la fonction publique (suite)
(décembre 1960)

<u>Affectation</u>	<u>Fonctionnaires d'outre-mer</u>	<u>Recrues locales</u>
Travaux publics, drainage, irrigation et activités connexes	-	4
Forêts	1	-
Impôt sur le revenu.	-	1
Justice.	-	4
Travail.	-	1
Contentieux.	-	1
Services médicaux et dentaires	2	8
Soins infirmiers	-	1
Police	-	2
Postes et télégraphes.	-	2
Prisons.	-	1
Cadastre	1	-
Service vétérinaire.	1	-
Divers	-	4
Total	5	45

On compte au total 1 182 fonctionnaires recrutés localement.

SITUATION ECONOMIQUE

En 1960, l'économie du territoire a accusé une tendance à l'expansion, et le montant des importations a dépassé de plus de 400 000 dollars antillais^{4/} le chiffre de 1959. Cet accroissement est dû surtout à l'augmentation des exportations de bananes; 2,5 millions de régimes ont été expédiés durant l'année, soit 358 000 de plus qu'en 1959. Cette tendance s'est traduite dans le domaine des recettes publiques, où les rentrées ont dépassé celles de 1959 d'environ 100 000 dollars antillais. L'industrie touristique a également progressé; le premier hôtel de l'île destiné à recevoir des touristes est en construction. On note également une augmentation des dépenses d'équipement.

Un programme de développement quinquennal portant sur la période 1959-1964 a été établi d'après les recommandations d'un groupe chargé de procéder à une enquête économique, envoyé par le Gouvernement fédéral des Indes occidentales.

^{4/} L'unité monétaire de la Dominique est le dollar antillais; un dollar des Antilles = 4 shillings 2 pence sterling = 0,5833 dollar des Etats-Unis.

Le Colonial Development and Welfare Act de 1959 a alloué 4,8 millions de dollars antillais à la Dominique au titre des dépenses de développement durant cette période.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

On aménage progressivement un réseau de bonnes routes destiné à favoriser le développement de l'agriculture; les résultats acquis dans ce domaine ont déjà entraîné une augmentation de la superficie cultivée en bananiers. Les exportations d'huiles, de fèves de cacao et de coprah ont augmenté, cependant que les exportations de jus de limette diminuaient. L'application de mesures de lutte contre l'érosion, notamment grâce à l'octroi de subventions, est restée l'une des caractéristiques essentielles de la politique de développement agricole appliquée par des fonctionnaires spécialistes de la vulgarisation agricole. A titre d'expérience, on aliène à l'heure actuelle des terres domaniales en les cédant à bail plutôt qu'en pleine propriété. Le résultat de cette tentative déterminera dans une large mesure le type de régime foncier que le gouvernement adoptera dans l'application de sa politique de colonisation agricole. Les programmes de développement de l'agriculture et de la sylviculture représentent l'un des six points principaux du Programme de développement quinquennal (1959-1964).

Malgré l'accroissement du cheptel, l'offre a continué à être inférieure à la demande.

Principaux produits agricoles exportés

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960^{a/}</u>
Bananes (milliers de régimes)	1 638	2 049	2 440
Coprah (tonnes fortes)	958	978	1 200 ^{b/}
Jus de limette (milliers de gallons)	727	402	85 ^{b/}
Fèves de cacao (milliers de livres)	333	314	269
Agrumes (milliers de caisses)	19	23	54
Huiles essentielles (milliers de livres)	81	50	...

a/ Production.

b/ Barils.

FORETS

Le Conservateur des forêts des îles Windward (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent) est maintenant en poste dans le territoire; il a pris la direction d'un service forestier distinct en qualité de fonctionnaire principal des services forestiers. Un nouveau projet de mise en valeur des forêts a été mis au point pendant l'année.

INDUSTRIE

Les efforts ont été orientés vers l'expansion de l'industrie touristique et vers la création d'industries "pionnières". Dans le cadre des avantages prévus pour encourager l'industrie, six entreprises ont été admises à bénéficier de dégrèvements d'impôts et de concessions. La fabrication de produits artisanaux à partir de la paille récoltée localement reste une activité répandue; la production dans ce domaine a représenté 66 000 dollars antillais en 1960, soit 1 000 dollars de plus que la valeur annuelle estimée de la production jusqu'à l'année 1959 comprise.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Un aéroport était en construction et devait être terminé en 1961. Le trafic aérien a augmenté durant la deuxième moitié de 1960.

Les services maritimes sont restés irréguliers et insuffisants. Un réseau téléphonique a été installé à Roseau.

FINANCES PUBLIQUES

Les recettes publiques du territoire ont à nouveau été complétées par une subvention de 1,4 million de dollars antillais versée par le Royaume-Uni; contrairement à ce qui se faisait dans le passé, cette subvention a été versée par l'intermédiaire du Gouvernement fédéral des Indes occidentales.

Recettes et dépenses
 (milliers de dollars antillais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Recettes.	4 834	5 874	5 149
Dépenses.	5 065	5 406	5 878
Principales sources de recettes :			
Droits de douane et excise.	1 718	1 699	1 946
Impôts.	454	471	319
Droits portuaires	150	159	165
Subventions du <u>Colonial Development</u> and Welfare	1 098	1 097	997
Subvention du Royaume-Uni	1 078	1 280	1 357
Principaux postes de dépenses :			
Agriculture	186	208	210
Enseignement.	562	662	568
Services médicaux	394	518	515
Travaux publics	1 895	1 827	1 245
Programmes du <u>Colonial Development</u> and Welfare	1 382	1 595	1 409

Financement du développement

Sur les 4,8 millions de dollars antillais alloués au titre des projets de développement, environ 1,2 million a été affecté immédiatement à l'exécution de travaux approuvés, ce qui a laissé environ 3,6 millions de dollars pour financer d'autres dépenses durant la période 1960-1964.

BANQUES ET CREDIT

Il existe deux banques commerciales fournissant tous les services bancaires normaux. Les institutions locales d'épargne et de crédit offrent des prêts à des taux un peu plus élevés que celui des banques commerciales. La Banque d'épargne d'Etat (Government Savings Bank) a des succursales dans les deux villes principales, Roseau et Portsmouth.

COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit de la balance commerciale, qui a caractérisé les échanges extérieurs de la Dominique ces dernières années, s'est élevé à environ 3 millions de dollars antillais.

Importations et Exportations

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Importations.	8 761	9 336	10 066
Exportations.	6 772	6 570	7 052
Principales importations :			
Farine.	587	553	495
Textiles.	631	593	661
Métaux et objets manufacturés en métal.	510	606	753
Sucre	414	453	475
Poisson et préparations à base de poisson.	314	303	358
Machines.	850	1 137	743
Principales exportations :			
Bananes fraîches.	3 718	4 521	4 940
Jus de fruits	1 183	627	617
Huiles essentielles	652	313	366
Coprah.	295	307	437

Courants commerciaux
(pourcentage de la valeur)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Provenance des importations :		
Royaume-Uni	37,1	35,2
Autres pays du Commonwealth	39,0	39,6
Autres pays	23,9	25,2
Destination des exportations :		
Royaume-Uni	81,8	82,9
Autres pays du Commonwealth	12,5	12,1
Autres pays	5,7	4,9

CONDITIONS SOCIALES

Plus de 90 p. 100 de la population se compose de noirs ou de métis. Sur le plan social, le territoire ne connaît pas de problème en ce qui concerne les relations raciales ou culturelles.

MAIN-d'OEUVRE ET EMPLOI

L'émigration, qui entraîne une pénurie de main-d'oeuvre, pose un problème grave. Le nombre de travailleurs émigrant au Royaume-Uni est passé de 765 en 1959 à 2 072 en 1960.

L'agriculture est restée la principale source d'emploi, occupant environ 6 000 salariés et 3 000 paysans. Le nombre de travailleurs employés dans la construction de routes et le bâtiment était estimé à 3 000; 1 800 personnes étaient employées dans des usines, 900 dans les transports, et 500 dans le commerce. En 1957, on comptait 7 000 personnes employées dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, et 500 dans les transports.

On ne dispose pas de données détaillées concernant les barèmes de salaires pour les dernières années, mais une brève comparaison montre que les taux de rémunération ont augmenté depuis 1957. A cette date, les travailleurs agricoles du sexe masculin recevaient de 1,12 à 1,24 dollar antillais par jour; en 1960, le salaire journalier moyen pour cette catégorie de travailleurs était de 1,68 dollar. De même, le personnel domestique, qui gagnait de 3 à 5 dollars par semaine en 1957, en gagnait de 5 à 15 en 1960.

Le recours aux conventions collectives plutôt qu'aux dispositifs d'arbitrage a stabilisé les rapports entre main-d'oeuvre et direction. Il existe trois syndicats comptant au total environ 5 000 membres; l'un d'eux groupe à lui seul à peu près la moitié de cet effectif.

SOCIETES COOPERATIVES

Le Government Fruit Packing and Marketing Depot a facilité la vente à l'étranger des agrumes et autres fruits. En 1959, on comptait 19 mutuelles de crédit, groupant 7 453 membres; huit de ces sociétés étaient assurées auprès de la Société d'assurance mutuelle de la Credit Union National Association (CUNA). Le montant des prêts accordés par ces mutuelles et non encore remboursés s'élevait à environ 487 000 dollars antillais. En ce qui concerne les jus et huiles de limettes, les oranges et les pamplemousses, il existait trois associations de vente et de traitement, groupant 155 membres.

URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

En raison de la rapide expansion de Roseau, le gouvernement a approuvé un projet régional d'urbanisme. L'exécution de travaux analogues s'est poursuivie à Portsmouth, et sur une échelle plus modeste dans certains des villages les plus importants.

L'exécution du programme d'élimination des taudis à Roseau est en bonne voie; 42 maisons de deux pièces, comportant 352 pieds carrés de surface habitable, et dotées d'installations sanitaires, de l'eau courante et d'une cuisine, ont été construites; elles sont habitées à l'heure actuelle. Ces maisons, dont la construction est revenue à 1 650 dollars chacune, ont été louées de préférence aux familles vivant dans des logements laissant à désirer et dont la démolition était envisagée. L'exécution du programme de réinstallation des personnes qui ne possèdent pas de terres, programme qui avait été approuvé en 1959, a été poursuivie.

SECURITE ET PROTECTION SOCIALES

Il n'existe pas de régime d'assurance sociale applicable d'une manière générale à l'ensemble de la population, mais les syndicats, les églises et les amicales versent à leurs membres des prestations de maladie et de décès. Il existe un système d'assurance contre les accidents du travail, et la loi prévoit que les cas de maladie professionnelle doivent être signalés.

Les crédits budgétaires au titre des secours à domicile atteignaient 29 000 dollars antillais; d'autre part, le budget prévoyait 10 000 dollars pour les soins dispensés en institution à 48 personnes et 28 000 dollars pour le service de la protection sociale, qui est compétent dans des domaines tels que l'assistance publique, le développement communautaire et l'action sociale.

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Un programme d'ensemble de développement communautaire a été élaboré par le service du développement social. On compte que la nomination de trois fonctionnaires de district dans le courant de l'année aboutira à une rapide mise en oeuvre de ce programme, en coopération avec les fonctionnaires locaux des services de l'agriculture, de l'enseignement et de la santé.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

C'est surtout à Roseau que se pose le problème de la délinquance juvénile. Le projet de construction d'une école de rééducation inscrit au nombre des projets de développement n'a pas encore été exécuté.

Au total 3 221 adultes ont été arrêtés en 1960, soit 127 de plus que l'année précédente, mais 149 de moins qu'en 1958.

SANTÉ PUBLIQUE

Dans l'ensemble, la campagne contre le pian entreprise durant les dernières années a été couronnée de succès; le pian n'a continué à constituer un problème que dans deux régions. Une deuxième enquête portant sur l'ensemble de l'île avait été prévue pour 1959 et 1960; elle n'a pu être exécutée, faute de crédits. La seconde phase du programme de lutte anti-paludique organisée sous l'égide de l'OMS s'est heurtée à deux obstacles importants : le manque de crédits et la non-coopération des habitants. En conséquence, des dispositions législatives ont été adoptées autorisant le personnel sanitaire à pénétrer chez les particuliers. Il existe un centre d'hygiène maternelle et infantile et de santé scolaire chargé notamment de distribuer gratuitement du lait, de l'huile de foie de morue et de la levure aux enfants nécessiteux et sous-alimentés. Au titre d'un programme d'alimentation scolaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 39 157 nourrissons et enfants d'âge préscolaire ont reçu quotidiennement une pinte de lait reconstitué.

La gastro-entérite est restée l'une des causes principales de morbidité et de mortalité, cependant que la malnutrition continuait à jouer un rôle néfaste tant chez les enfants en bas âge que chez les adultes.

Les dépenses au titre de la santé publique ont été financées en 1960, à l'aide de fonds locaux et de fonds fournis par la métropole (respectivement 515 000 et 98 000 dollars antillais). Les chiffres correspondants étaient 457 000 et 58 000 dollars en 1959, et 394 000 et 23 000 dollars en 1958.

Il existe cinq hôpitaux publics, dont une léproserie, disposant au total de 233 lits; 4 873 malades y ont été admis en 1959. Durant toute l'année, les médecins de district tiennent des consultations dans les 25 dispensaires répartis dans l'ensemble de l'île.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

On remédie progressivement à l'insuffisance du nombre des places dans l'enseignement public grâce à la création de nouvelles écoles dont la construction est subventionnée par le Gouvernement fédéral des Indes occidentales. Par suite de l'amélioration de la situation dans ce domaine, la fréquentation scolaire a été rendue obligatoire dans 14 régions, et un fonctionnaire chargé de contrôler la fréquentation scolaire a été nommé.

Dans l'enseignement secondaire, le gouvernement a porté de 10 à 15 le nombre de bourses attribuées au concours, portant ainsi à 57 le nombre de bourses attribuées durant l'année considérée dans les quatre établissements secondaires du territoire. Des bourses sont également accordées par les autorités religieuses dans les établissements scolaires qu'elles entretiennent. Les établissements secondaires sont fréquentés à plein, et des établissements annexes des écoles existantes sont ouverts de façon à augmenter le nombre de places disponibles.

Il n'y a pas d'école normale primaire à la Dominique, mais des places sont réservées aux élèves-maîtres de ce territoire à la fois à l'Ecole normale d'Antigua et à l'Erdiston Training College de la Barbade. Des cours de courte durée sont également organisés par des fonctionnaires de l'enseignement avec l'assistance de la Faculté de pédagogie du Collège universitaire des Antilles. On compte que la construction d'un pavillon d'enseignement technique, sous les auspices conjoints de l'administration locale et de l'Administration de coopération internationale, permettra de donner une formation en matière d'arts et métiers aux élèves et une formation professionnelle aux adolescents et aux adultes. Les maîtres des écoles supérieures recevront une formation analogue. Un programme d'éducation des adultes sera mis sur pied compte tenu des recommandations que fera un expert de l'UNESCO après avoir étudié les besoins du territoire.

Etablissements scolaires

	1958		1959		1960	
	Publics	Privés	Publics	Privés	Publics	Privés
Primaires.	44	3	46	3	46	3
Secondaires.	4	-	1	3	1	4

Elèves

	1958		1959		1960	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Primaires.	6 251	6 302	6 518	6 720	7 436	7 368
Secondaires.	594	562	604	582	...	...

Personnel enseignant

	1958		1959		1960	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Primaires.	110	275	99	252	95	329
Secondaires.	22	35	36	39	25	35

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Une station de radiodiffusion située à Grenade émet sur ondes courtes à l'intention des Caraïbes orientales, y compris la Dominique. Durant l'année considérée, une institution privée a organisé avec un certain succès une exposition artistique, artisanale et commerciale.

SAINT-CHRISTOPHE-NIEVES-ANGUILLA

SUPERFICIE ET POPULATION

La superficie de Saint-Christophe-Nièves-Anguilla est de 401 kilomètres carrés. Les résultats provisoires du recensement d'avril 1960 indiquaient une population de 56 658 habitants, contre 59 139 en juin 1959 et 58 055 en juin 1958.

ADMINISTRATION

Fonction publique

Presque tous les fonctionnaires de l'île sont autochtones; un petit nombre de postes supérieurs sont occupés par des fonctionnaires d'outre-mer.

Statistiques de l'état civil

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Taux de natalité pour 1 000 habitants	43,4	42,5	40,8
Mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes	113,1	69,3	98,1
Taux de mortalité pour 1 000 habitants	14,2	11,3	12,9

CONDITIONS ECONOMIQUES

Un second plan quinquennal de développement a été approuvé pour la période 1960-1965; il prévoit des dépenses estimées à 7,4 millions de dollars antillais^{5/}. Environ 4,4 millions de dollars antillais proviendront vraisemblablement des Colonial Development and Welfare Funds, et quelque 2,3 millions d'emprunts locaux et extérieurs.

L'économie de Saint-Christophe est essentiellement une économie de plantations, orientée presque exclusivement vers la production du sucre. La petite exploitation agricole, consacrée principalement au coton et aux cultures vivrières, reste la caractéristique des économies d'Anguilla et de Nièves.

^{5/} L'unité monétaire est le dollar antillais qui vaut 4 shillings 2 pence, soit 0,5833 dollar des Etats-Unis.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Dans le cadre du plan de développement 1960-1965, 1,4 million de dollars antillais ont été affectés au développement de l'agriculture, des services vétérinaires et de la pêche. Le Royaume-Uni a octroyé une subvention de 250 000 dollars antillais pour des dépenses à effectuer à Nièves, comme suite aux conclusions d'un groupe d'enquête venu du Royaume-Uni et qui, dans un rapport officiellement désigné sous le nom de "Frampton Plan", a recommandé de mettre en culture les terres notoirement fertiles. A cette fin, on a acheté du matériel de défrichage et de l'équipement agricole que les cultivateurs pourront louer. A Nièves un plan de culture collective a fait des progrès ainsi qu'en témoigne l'accroissement des récoltes en sucre de canne et en coton.

Les essais d'amélioration des races de bétail se sont poursuivis et ont amené à importer des génisses qui pourront être achetées par les petits cultivateurs. La formation de personnel agricole auxiliaire et d'agents de vulgarisation agricole se poursuit au Eastern Caribbean Farm Institute à la Trinité.

Principales cultures

	<u>Superficie</u> (acres)			<u>Production</u> (tonnes fortes)		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Sucre	14 000	14 600	14 200	42 500	46 800	50 179
Coton	4 108	364	1 998	314	78	205

Nombre d'animaux abattus

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Bovins	1 157	756	1 029
Ovins	3 086	2 148	2 023
Caprins	2 214	1 425	1 430
Porcins	2 769	2 076	2 329

PECHE

Des crédits destinés au développement de la pêche ont été inscrits au second plan quinquennal de développement. Des expériences de pêche commerciale se sont poursuivies pendant l'année avec des résultats prometteurs. L'ouragan "Donna" a touché Anguilla en septembre et a causé des dommages considérables aux bateaux de pêche.

INDUSTRIE

Environ 2,2 millions de dollars antillais ont été affectés au développement industriel et à la mise en valeur de la région en vue d'assurer une certaine diversification de l'économie.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les améliorations apportées à l'aéroport de Saint-Christophe comprennent la prolongation de la piste et la construction d'une nouvelle gare aérienne et d'une tour de contrôle. En 1959, un nouveau navire pour passagers a été construit en Guyane britannique grâce à une subvention du Colonial Development Welfare et il effectue des voyages quotidiens entre Saint-Christophe et Nièves.

FINANCES PUBLIQUES

Recettes et dépenses
(milliers de dollars antillais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Recettes	5 187	5 102	4 793
Dépenses	5 095	5 150	4 960
Principaux postes de recettes :			
Droits à l'importation	1 437	1 572	1 584
Droits à l'exportation	392	412	433
Impôts	1 572	1 068	1 093
Licences et permis	576	61	59
Principaux postes de dépenses :			
Services médicaux	349	353	369
Services hospitaliers et institutions charitables	408	429	443
Enseignement (dépenses courantes)	569	613	614
Travaux publics	351	326	410

COMMERCE EXTERIEUR

Comme on le sait, la balance défavorable du commerce extérieur est en partie équilibrée par les remises provenant des insulaires qui travaillent à l'étranger.

Importations et exportations
(milliers de dollars antillais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Total des importations	11 358	12 092
Total des exportations	9 428	9 606
Principales importations :		
Farine	685	699
Viande .....	...	468
Bois et bois de construction .....	...	437
Principales exportations :		
Sucre	7 830	8 141
Coton	824	564
Mélasse	185	243
Sel	69	53

CONDITIONS SOCIALES

L'émigration vers le Royaume-Uni a augmenté en 1959, renversant la tendance opposée des trois années précédentes. Il en est résulté une pénurie de travailleurs qualifiés et de manœuvres.

MAIN-D'ŒUVRE ET EMPLOI

L'industrie sucrière reste la principale source d'emploi salarié à Saint-Christophe. Bien que saisonnier, le travail se trouve facilement pendant la saison de la récolte. Il reste donc un problème de sous-emploi pendant la morte-saison qui va d'août à janvier. A Anguilla et à Nièves où la prédominance de la petite exploitation agricole offre peu d'occasions d'emploi salarié, le sous-emploi est également une caractéristique locale.

Situation de l'emploi

A la fin de 1959, il y avait 98 travailleurs sous contrat aux Etats-Unis et 40 à Ste-Croix (îles Vierges sous administration américaine), la plupart en tant que coupeurs de canne à sucre; en outre, 9 jeunes filles avaient été engagées comme domestiques au Canada. Chez les femmes, le service domestique, l'agriculture et les activités commerciales constituent les principales sources d'emploi.

SAINT-CHRISTOPHE-NIEVES-ANGUILLA

Les conventions collectives négociées par le syndicat des travailleurs de l'industrie sucrière ont assuré un relèvement des salaires de base tant aux champs que dans les usines. En conséquence, le montant des salaires versés dans ce secteur est passé d'environ 3,7 millions en 1958 à 4,1 millions de dollars antillais en 1959. L'industrie sucrière emploie quelque 7 600 personnes. Les salaires payés dans le territoire ont tendance à s'aligner sur ceux qui sont fixés par des conventions collectives.

Salaires quotidiens
 (dollars antillais)

	<u>1957</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>
<u>Sucreries</u>			
Ouvriers (non qualifiés)	2,14 à 2,96	2,20 à 3,05	2,26 à 3,13
Ouvrières (non qualifiées).....	1,49 à 1,72	1,77	1,82
Plantations de sucre	1,15 à 2,54	1,20 à 3,50	1,23 à 3,59
<u>Programmes agricoles de l'Etat</u>			
Ouvriers (non qualifiés) .....	...	...	2,37
Ouvrières (non qualifiées) .....	...	...	1,78

Conflits du travail

Dans l'application de sa politique du travail, le gouvernement a continué de compter sur le libre jeu des conventions collectives pour déterminer les salaires et les autres conditions d'emploi. Il existe trois syndicats reconnus qui comptent 5 485 membres; l'un d'eux en compte à lui seul 5 225.

Formation professionnelle

L'annexe technique à l'école primaire édiflée dans le cadre du programme canadien d'assistance technique a été ouverte au cours de l'année. On y enseignera le travail du métal et du bois au niveau du certificat d'études de Cambridge. Elle permettra également aux élèves des écoles plus avancées et aux apprentis de se préparer à l'examen du City and Guilds of London Institute. Sous les auspices de l'Administration de coopération internationale et d'autres organismes, plusieurs personnes ont été en mesure d'acquérir une formation en dehors du territoire.

Les cours professionnels pour apprentis de la sucrerie de Saint-Christophe, administrés par le Département des études péri-universitaires du Collège universitaire des îles Leeward, se sont poursuivis pendant l'année. Ils comprenaient deux classes, l'une pour les élèves débutant leur apprentissage et l'autre pour les apprentis; sur ces derniers, huit avaient suivi la classe de l'année précédente. On enseigne aux débutants, au nombre de 24, l'anglais, les mathématiques élémentaires et le dessin industriel, tandis que dans la classe avancée il n'y a plus de cours d'anglais et les travaux portent seulement sur les mathématiques et le dessin industriel.

Cent dix apprentis ont travaillé pendant des périodes variant d'un à cinq ans pour devenir ouvriers qualifiés dans des métiers tels que maçon, mécanicien d'atelier, mécanicien de moteur et charpentier.

NIVEAU DE VIE

Un indice des prix de détail a remplacé l'indice du coût de la vie qui ne reflétait plus les mouvements du prix des produits de base et des services. Le nouvel indice est plus complet. L'indice du coût de la vie (1959 = 100) était à 121,7 à la fin de 1960, contre 130,2 en 1959 et 124,9 à la fin de 1958.

AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET HABITATION

Les régions urbaines souffrent encore de la pénurie d'habitations. Le coût élevé des matériaux de construction importés, le manque d'ouvriers, qualifiés ou non, et les dégâts causés par les ouragans ont contribué au problème de l'habitat. En 1958, le Service central de l'habitation et de la planification a commencé à mettre en valeur une zone de 40 acres où il a fait tracer des routes à revêtement dur et à laquelle il a fourni l'énergie électrique. Une fois ce projet mené à bien, on disposera de 257 parcelles de construction pour habitations privées, écoles, dispensaires et petits établissements commerciaux. Le même programme comporte un plan d'aide à la construction individuelle pour les travailleurs de l'industrie sucrière, dans le cadre duquel les maisons sont construites selon un plan uniforme et se composent de deux chambres à coucher, d'une salle de séjour et d'une cuisine. Les travailleurs deviennent propriétaires de leur maison quand ils ont achevé de payer les matériaux fournis par le Service. A la fin de 1960, 224 de ces maisons

avaient été construites. Les dépenses au titre du plan de construction et de prêt étaient estimées à 1,1 million de dollars antillais, alors qu'une somme d'environ un million de dollars antillais avait été dépensée en 1959. Mille deux cent vingt-six familles ont bénéficié de ce programme.

SECURITE ET PROTECTION SOCIALES

Pendant la période de trois ans qui s'est terminée le 31 décembre 1960, les prestations annuelles au titre de l'assistance à domicile et des pensions de vieillesse se sont élevées à environ 30 000 et 25 000 dollars antillais respectivement. On comptait, en 1960, 344 bénéficiaires de pensions de vieillesse, contre 487 en 1959. Bien que plusieurs entreprises aient des plans de retraite et d'assurance ou des caisses de prévoyance pour certains de leurs employés, il n'existe pas de régime de sécurité sociale d'application générale.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Il y a eu diminution de l'incidence de la délinquance juvénile comme du taux de la criminalité. Le nombre des cas de délinquance juvénile est tombé de 59 à 24 et les condamnations de 33 à 9; le nombre des crimes et délits a diminué de plus de 30 p. 100. Au cours de l'année, 242 hommes et 49 femmes ont été condamnés à des peines privatives de liberté, contre 315 hommes et 51 femmes en 1959 et 286 hommes et 59 femmes en 1958.

SANTE PUBLIQUE

D'une façon générale, les maladies dues aux mauvaises conditions d'hygiène du milieu figuraient parmi les principales causes de décès. L'influenza, la tuberculose et les maladies vénériennes restent les plus répandues des maladies transmissibles. Une épidémie de gastro-entérite a entraîné la mort de 116 enfants. Elle a été la principale cause de mortalité, suivie de près par les maladies des nourrissons (97 décès). Le lait fourni gratuitement par le FISE ainsi que les services rendus par les centres de santé ont relevé le niveau nutritionnel et amélioré la santé des enfants et des nourrissons. Tant Saint-Christophe que Nièves ont à peu près éliminé l'Aedes aegypti. L'insuffisance du personnel, surtout des médecins, provoque de graves inquiétudes.

En 1959, le nombre des lits disponibles dans les deux hôpitaux généraux s'élevait à 157, tandis que dans les deux hôpitaux pavillonnaires, il était de 23. Il y avait 24 centres de santé.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

La construction d'une école secondaire supérieure à Basseterre, capitale de Saint-Christophe, était presque achevée et l'on ajoutait un centre technique à l'école primaire. Les écoles continuent d'être surpeuplées et de manquer de professeurs. Bien que le gouvernement reconnaisse la nécessité de développer les installations secondaires, il est d'avis d'améliorer d'abord le cycle primaire de façon à permettre à un plus grand nombre d'enfants d'atteindre le niveau requis pour entrer dans le cycle secondaire.

Sur les 392 candidats qui se sont présentés à l'examen de la classe VII des écoles élémentaires, 185 ont été reçus.

Sur les 279 instituteurs des écoles primaires supérieures, 162 n'avaient pas de formation professionnelle. La situation semble analogue dans les écoles secondaires où 29 maîtres sur 44 n'ont pas de formation professionnelle.

En janvier 1960, deux institutrices et un instituteur ont été envoyés à l'Ecole normale des îles Leeward à Antigua pour un cours d'un an. En juillet, deux instituteurs ont achevé le cours de deux ans du Erdiston College de la Barbade et en septembre deux instituteurs ont été envoyés à ce même collège pour y suivre un cours dont la durée a été ramenée à un an. Deux maîtres ont également été envoyés au Royaume-Uni pour s'y former et le directeur d'une école secondaire est allé en congé pour études à l'université de Toronto pour y faire des études supérieures pédagogiques.

Au Collège universitaire des Antilles, trois instituteurs et trois institutrices préparaient des diplômes de lettres.

Les dépenses pour l'exercice 1960 ont légèrement dépassé celles de 1959 qui s'étaient élevées à 641 000 dollars antillais; le chiffre correspondant pour 1958 était de 578 000 dollars.

Ecoles

	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>
	<u>Publiques</u>		<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Publiques</u>
Ecoles primaires	33		34 ^{a/}	12 ^{b/}	34
Ecoles secondaires	2		4	1	4

a/ Saint-Christophe, 18; Nièves, 11; Anguilla, 5.

b/ Y compris 3 écoles subventionnées.

Nombre d'élèves

	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
Ecoles primaires	6 576	6 052	6 467	6 063	6 789	6 546
Ecoles secondaires	335	442	1 162	a/	882	

a/ Y compris les écoles privées.

Personnel enseignant

	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Ecoles primaires	110	221	148	233	133	260
Ecoles secondaires	23	20	23	24	23	21

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Le Gouvernement du Royaume-Uni a octroyé une subvention de 16 000 livres pour couvrir les frais d'établissement d'une station de radiodiffusion à Saint-Christophe.
